

HOLMES, John W., *The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order, 1943-1957: vol. II.*

Richard Jones

Volume 39, numéro 3, hiver 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304386ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304386ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jones, R. (1986). Compte rendu de [HOLMES, John W., *The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order, 1943-1957: vol. II.*]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39(3), 436–438. <https://doi.org/10.7202/304386ar>

HOLMES, John W., *The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order, 1943-1957: vol. II.*

Malgré sa taille modeste, le ministère des Affaires extérieures du Canada a eu l'avantage de compter dans ses rangs, aux années 40 et 50, plusieurs individus hautement compétents qui ont laissé leur marque sur la diplomatie internationale. Parmi ceux-ci, certains, tels les Lester B. Pearson, Escott Reid et John Holmes, ont rédigé des travaux importants qui jettent un nouvel éclairage sur ce qui fut peut-être l'âge d'or de la politique extérieure canadienne.

De 1943 à 1960, l'auteur occupa divers postes au sein du ministère dont celui de sous-secrétaire d'État aux affaires extérieures. Même si ses occupations lui assurèrent un poste d'observation privilégié, du moins en rapport avec certains dossiers, Holmes ne présente pas ici ses mémoires. Il nous offre plutôt une description et des interprétations basées partiellement sur des souvenirs mais surtout sur des recherches archivistiques et sur la lecture des nombreux travaux déjà publiés sur le sujet.

Alors que le volume I de cet ouvrage met en vedette les attitudes et politiques canadiennes à la fin de la deuxième Grande Guerre, ce deuxième tome fait état de la décennie suivant la guerre. L'ONU y occupe une place de choix mais l'établissement et l'évolution de l'OTAN, le développement du Commonwealth ainsi que les grands dossiers des relations canado-américaines constituent aussi des thèmes importants.

Les «succès» de la diplomatie canadienne sont nombreux à cette époque au point peut-être d'attiser la nostalgie des Canadiens d'aujourd'hui, habitués

à ce que leur pays joue un rôle plutôt sans éclat dans le domaine international. Au lendemain de la guerre, le pays s'implique profondément dans les comités et commissions des Nations-Unies dont le conseil de sécurité où il remplit un mandat. En ce qui concerne la fondation de l'OTAN, «la contribution du Canada à la fois sur le plan personnel (Pearson, Wrong, Reid, etc) et au niveau national a été considérable quoique difficile à mesurer». Au moment de la guerre de Corée, Ottawa décide de mettre sur pied un contingent spécial qui - c'est là un précédent - sera disponible lors de missions collectives.

A l'époque où le Commonwealth amorce son évolution vers une communauté multi- raciale, le Canada contribue à rendre l'organisation plus hospitalière pour les nouveaux membres. Puis, à la suite de la guerre d'Indochine, ce pays accepte de participer aux commissions internationales de contrôle pour le Vietnam, le Laos et le Cambodge. Lors de la crise de Suez, Pearson joue un rôle de premier plan dans l'établissement de la force d'urgence des Nations-Unies et mérite, pour ses efforts, le prix Nobel de la paix. Finalement, dans ses relations avec son voisin du Sud, le Canada remporte plusieurs succès dont l'accord en vue de construire la Voie maritime du Saint-Laurent. Voilà une litanie certes bien connue mais présentée de façon beaucoup plus approfondie dans ces pages par Holmes.

Il ne suffit pas d'étaler l'évidence du rôle significatif joué par le Canada, encore faut-il expliquer pourquoi il en fut ainsi, comment le Canada, surtout à l'ombre de son puissant voisin, a pu faire sentir son influence dans l'évolution de plusieurs grands dossiers. A ce sujet, Holmes rappelle que le Canada, à cette époque, fut vraiment *la* puissance moyenne par excellence. Au lendemain de la guerre, alors que l'Europe commence à peine à se relever de ses cendres, il se classe troisième parmi les pays commerçants du monde. Ce n'est qu'aux années 50 que la compétition devient plus serrée et les puissances moyennes beaucoup plus nombreuses.

Malgré ses relations étroites avec les États-Unis et le Royaume-Uni, qui l'amènent à prendre place naturellement parmi les pays du Bloc de l'Ouest, le Canada affiche une certaine indépendance qui lui attire le respect des pays de moindre importance. Comme Escott Reid l'a dit: «le fait que nous soyons dans le même bateau avec les États-Unis nous autorise à dire aux Américains d'arrêter de faire basculer le vaisseau ou d'y pratiquer des trous dans le fond... Si nous jouons bien nos cartes nous pouvons exercer une influence qui dépasse notre importance relative en temps de guerre.» Et c'est bien ce que le Canada réussit à faire... du moins parfois.

De nombreux commentateurs des années 60 et 70, prétendant que le Canada devrait tenter de gagner une plus grande mesure d'autonomie face aux États-Unis, n'ont pas hésité à blâmer les politiciens des années 40 et 50 qui auraient sacrifié l'indépendance canadienne. Holmes aborde cette question à plusieurs reprises mais il soutient que le Canada a fait les choix qui paraissent évidents à l'époque. Même si Ottawa n'était pas toujours d'accord avec la façon des Américains d'envisager les relations avec l'Union soviétique et les pays communistes, il était évident que les Canadiens reconnaissaient à peu près unanimement le danger militaire que posait Moscou; donc, une alliance comme l'OTAN paraissait nécessaire et il était tout à fait normal que le Canada y soit. Pour ce qui est de la défense de l'Amérique du Nord à un moment où la

technologie évoluait rapidement, il paraissait normal que les deux pays collaborent et qu'à bien des égards les Américains affirment leur suprématie. Finalement, pour ce qui est du développement des relations économiques - sujet à peine effleuré dans cet ouvrage - les Canadiens voyaient dans le commerce accru avec le partenaire du Sud comme dans l'afflux d'investissements américains la base de la prospérité de l'après-guerre. Sauf en ce qui concerne les détails, l'opposition conservatrice était généralement d'accord avec le gouvernement libéral dans ces divers dossiers.

Le lecteur trouvera dans l'ouvrage de Holmes un bilan passionnant, rédigé avec brio, d'une époque qui était, pour les Canadiens, modestement glorieuse. Nul doute que cet ouvrage servira à compléter les travaux publiés par les grands spécialistes de la politique extérieure canadienne comme James Eayers.

*Département d'histoire  
Université Laval*

RICHARD JONES